La Commune

La continuité des « réformes »

Education nationale

Le 11 juin dernier, après avoir reçu l'ensemble des organisations syndicales de l'enseignement, le Président de la République annonçait l'abrogation du décret Robien qui remettait en cause le statut des enseignants (perte des heures de première chaire et décharges statutaires, bivalence, compléments de service). Une telle décision, contraire aux intentions réelles du nouveau ministre de l'Éducation nationale Darcos, faisait suite à la mobilisation des enseignants qu'il fallait à tout prix calmer ...

l'abrogation du décret Robien n'a pas empêché Sarkozy d'annoncer qu'il entendait travailler à un " *nouveau statut* " des enseignants, les décrets de 1950 relevant selon lui, de la " *nostalgie* ". Il a aussi clairement dit qu'il fallait appliquer aux enseignants la formule du " *travailler plus pour gagner plus* ". Or, les enseignants, dans leur majorité, ne peuvent sûrement pas travailler plus, et dénoncent une surcharge de travail grandissant depuis plusieurs années, alors même que leur pouvoir d'achat a diminué.

Le comité Rocard

Darcos vient de mettre en place un " *comité chargé d'organiser la grande concertation sur la revalorisation du métier d'enseignant* " (Le *Monde* du 30/08/07), placé sous la haute autorité de l'ancien Premier ministre socialiste Rocard. Bel exemple de continuité politique et sans doute une tentative de faire passer des réformes " en douceur " ... Les enseignants ne seront pas dupes ! À partir du travail de ce comité, le gouvernement élaborera un " livre blanc " rassemblant ses propositions et servant de base de discussion avec les responsables des syndicats de l'Éducation nationale.

Suppressions de postes massives

l'Éducation nationale est touchée de plein fouet par l'annonce, faite en juin dernier, selon laquelle, au nom des déficits et de la dette publique, un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ne sera pas remplacé. Pour la rentrée 2007, on décompte environ 9 600 postes d'enseignants supprimés dans le second degré, auxquels s'ajoutent plus de 1 000 postes de stagiaires (parallèlement, la charge horaire des stagiaires restant est accrue).

Le budget de l'enseignement scolaire baisse, pour la première fois, de plus de 300 millions. Pour la rentrée 2008, environ 11 200 suppressions d'emplois sont programmées concernant les personnels enseignants et administratifs des premier et second degrés.

Concrètement, cela signifie des suppressions d'heures de cours, d'options, davantage de classes à effectifs lourds, des difficultés grandissantes pour les remplacements ... Bref, des conditions de travail et d'études aggravées pour les personnels et les élèves.

Innovations inquiétantes

En juin dernier, le nouveau ministre annonçait un " assouplissement de la carte scolaire " en vue de sa suppression totale d'ici 2010. Actuellement à chaque établissement correspond un secteur géographique, et tout élève doit donc être scolarisé dans l'établissement correspondant au domicile de sa famille. l'argument est de donner aux parents le libre choix et de garantir une certaine mixité sociale. Concrètement, cela introduit la loi de l'offre et la demande, et donc une forte concurrence entre les établissements. Cela va renforcer la réputation des bons établissements attirant davantage les meilleurs élèves, alors que les établissements " difficiles " (en particulier ceux des ZEP) seront encore plus fragilisés et désertés par les bons élèves.

Sarkozy a fait clairement savoir qu'il fallait donner plus de souplesse et d'autonomie aux établissements. Or, les seuls éléments qui restent vraiment sous la tutelle de l'État sont les programmes, les horaires d'enseignement et la gestion des personnels de l'Éducation nationale ... ce qui peut laisser présager du pire.

Et maintenant ?

Le Haut Conseil de l'Éducation a remis le 27 août à Sarkozy son rapport consacré à l'école primaire. De ce rapport il ressort que tout va mal et ceci dès l'école maternelle, en cause les enseignants rebelles à toutes les réformes qui depuis vingt ans ont pour objectif la remise en cause de leur statut et du droit à l'instruction pour les élèves. S'inspirant de ce rapport, Sarkozy vient d'envoyer un manifeste de plus de 30 pages à tous les enseignants dans lequel il est écrit : " *Il y aura moins d'heures de cours* [...] *les enseignants, les professeurs seront moins nombreux.* " De fait, il s'agit de réaliser à marche forcé ce qui n'a pu être accompli par tous les gouvernements précédents. Alors n'est-il pas temps pour les directions syndicales d'organiser dans l'unité les conditions de la riposte en refusant de participer de quelque manière que ce soit à ce plan de rigueur ?

Modifié le dimanche 16 septembre 2007

Voir aussi dans la catégorie France

Urgence, pouvoir d’achat et grève générale

Alors qu’il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux...

« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant “un dessei contre la nature”....

Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la...

Répression, maître-mot de la macronie.

La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »

Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »

Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »